

Entretien par écrit avec “La Revue Parlementaire”

(paru dans son numéro de février 2006)

par Laurent Lafforgue

Si le Président refuse votre démission du Haut Comité de l'Éducation, êtes-vous prêt à réintégrer le Comité ?

La question ne se pose pas. J'ai donné ma démission parce qu'elle m'a été demandée par M. Racine, président du HCE, et par M. Seban, conseiller du Président pour l'éducation.

Au-delà des centaines d'anonymes qui se sont mobilisés pour votre cause, avez-vous été soutenu par des personnalités de notoriété publique?

Ce n'est pas “ma” cause. Au titre de soutien de personnalités politiques, je peux citer Mme Boisseau, M. Cerquiglini (qui dirigea l'enseignement scolaire dans le ministère de M. Chevènement) et M. Devedjian. J'ai reçu une lettre de M. Sarkozy et un message de M. Bayrou. Je suis convié à un dîner avec M. Raffarin et vais rencontrer Mme Boutin à sa demande. M. Foyer m'a reçu chez lui et va coorganiser un colloque à l'Institut pour sensibiliser à la situation de l'école. Je vais intervenir comme conférencier indépendant dans une prochaine convention de l'UMP ainsi que devant le club de gauche “Utopia”.

Nous les défenseurs de l'école nous adressons aux personnalités politiques de toutes les sensibilités. L'école est la plus précieuse institution de la République et ne pourra être sauvée de la ruine que si toutes les tendances politiques reconnaissent la nécessité d'une rupture radicale avec les politiques suivies depuis trente ou quarante ans.

L'annonce par M. de Robien d'un retour aux méthodes alphabétiques-syllabiques est remarquable car elle rompt avec ce que les responsables de l'Éducation nationale ont dit et imposé depuis des décennies. J'espère que ce premier pas important sera suivi de beaucoup d'autres.

Vous avez coutume de dire que notre système éducatif est en voie de destruction. La situation est-elle si grave ?

Oui, extrêmement grave. D'ores et déjà des générations entières ont été sacrifiées : privées d'instruction de qualité, de maîtrise de la langue, de culture, de science et même de formation du caractère puisque l'école a été pour elles une longue garderie. Ces générations n'ont reçu que la fausse monnaie, distribuée largement, de diplômes qui ne représentent plus l'acquisition de connaissances solides et approfondies.

D'autre part, l'école elle-même a été profondément pervertie. Cette perversion est venue de la tête, c'est-à-dire des instances dirigeantes qui ont agi et parlé comme si le savoir n'avait aucune valeur et que l'école n'existait pas pour instruire et transmettre des connaissances. Elle se répand en particulier par les IUFM où les futurs instituteurs

et professeurs subissent une formation absurde et nuisible. Je reçois de la part de professeurs, de stagiaires d'IUFM et de parents d'élèves des centaines de témoignages dont la lecture est souvent hallucinante. J'en tiens des florilèges (rendus anonymes) à la disposition des Parlementaires qui m'en feraient la demande.

Notre école est comme l'armée de 1940 : quelques décennies après avoir été l'une des meilleures du monde, elle est en déroute par la faute de son état-major et de ses officiers. Donc il faut remplacer les directions du Ministère, les "experts" qui ont conduit au désastre, les responsables de programmes et ceux des recteurs, inspecteurs, proviseurs, directeurs et formateurs d'IUFM qui sont incompetents ou ennemis du savoir. Pour cela, on peut puiser parmi les simples petits soldats qui combattent encore sur le front de l'instruction, c'est-à-dire dans les associations de professeurs qui dénoncent depuis des années la destruction progressive de l'école et réfléchissent aux moyens de la sauver, conçoivent par exemple des programmes restructurés, et se proposent pour les mettre en oeuvre sur le terrain.

Le HCE doit rendre prochainement à Gilles de Robien, ministre de l'Éducation nationale, un avis relatif au socle commun des connaissances et des compétences conformément à la loi Fillon. Qu'en attendez-vous ?

J'attendrais non pas un socle mais deux : un pour le primaire et un autre pour le collège, puis que ce double socle soit ambitieux, par exemple pour le collège d'un niveau au moins égal au certificat d'études – voire au brevet – des années 20 à 50, sachant qu'aujourd'hui l'immense majorité des bacheliers n'atteint ce niveau dans aucun des apprentissages fondamentaux. Si on demande beaucoup aux enfants, ils donnent beaucoup ; si on leur demande peu, ils donnent encore moins.

Une fois les programmes reconstruits, l'acquisition de ces socles pourrait être sanctionnée par deux examens – surtout pas sous forme de tests ! –, nécessaires pour entrer au collège général puis au lycée.

J'ajoute qu'aucun avis d'aucun Conseil ne remplacera selon moi une volonté politique forte de sauver et redresser l'instruction publique en France.

Etant donné que vous êtes soutenu par nombre de parents d'élèves et professeurs, seriez-vous prêt aujourd'hui à vous lancer dans la rédaction de manuels scolaires ?

Je pourrais y contribuer. D'autres vont déjà rééditer d'anciens manuels, éventuellement modernisés et actualisés, ou traduire des manuels étrangers bien meilleurs que les nôtres qui aujourd'hui sont désastreux dans toutes les disciplines. Mais cela ne peut suppléer une réhabilitation et une reconstruction complètes de tous les programmes.

Les Parlementaires sont en train de discuter un nouveau projet de loi de programme pour la recherche, vous semble-t-il aller dans la bonne voie ?

Je ne l'ai pas étudié faute de temps. Je dis seulement que la recherche a besoin de liberté, d'investissements longs et de postes stables.

J'ai été recruté au CNRS puis titularisé alors que je n'avais pas encore trouvé ma voie, et le CNRS m'a soutenu pendant sept années avant que je n'obtienne le

résultat qui m'a valu la médaille Fields. Je lui dois mon succès.

Il va de soi que la confiance qui a été accordée à moi comme à d'autres n'a de sens que si elle est placée en des jeunes gens que l'école a bien instruits, bien formés, à qui elle a donné le goût du travail et de la rigueur et dont elle a trempé le caractère.